

# La crise de la Conférence de Fontainebleau

La bourgeoisie française a toujours considéré le compromis qu'elle a dû signer avec le Viet Nam, le 6 mars, comme un *armistice avantageux*, préalable à une nouvelle offensive contre les masses du Viet Nam.

Les généraux français signèrent le compromis parce qu'il s'agissait que l'armée Leclerc était incapable de rétablir sous une forme stable la domination impérialiste en Indochine. Impossibilité de « pacification », même partielle. Démoralisation et pertes en hommes considérables dans le corps expéditionnaire. Effort financier sans rendement. Impopularité croissante de la guerre en France.

L'« armistice » lui permettait de souffler, d'occuper militairement des régions qu'il aurait fallu des années pour conquérir, de sauvegarder les intérêts financiers de la bourgeoisie française, de sauver la face devant le peuple français et les autres impérialismes.

Mais il n'y avait aucune illusion à se faire sur le « respect des engagements » de la part des agents directs de la bourgeoisie impérialiste. Il n'y a que le Parti communiste français et le Parti socialiste pour essayer de faire croire à la classe ouvrière française que le compromis du 6 mars était le prélude à une « entente fraternelle » entre la République du Viet Nam et la démocratie française. C'était en réalité, et ils le savent fort bien, un solide coulant passé au cou de la révolution indochinoise. Et, pendant que se déroulait la première conférence de Datat, et maintenant la conférence de Fontainebleau, d'Argenteuil pose là-bas, jour après jour, de nouveaux jalons qui mènent à l'étranglement du Viet Nam.

## Que peut faire le Viet Minh ?

Les communistes indochinois, qui formaient l'ossature du Viet Minh, de même que Ho-Chi-Minh ont mis le doigt dans l'engrenage dès les débuts de la révolution, en dissolvant d'abord le Parti communiste indochinois, en abandonnant ensuite leur programme d'expropriation des colons et bourgeois indigènes, et en se mettant financièrement dans la dépendance de ces derniers, en alliant enfin leur politique sur celle du P.C.F., ce qui les mena à signer un armistice dans les pires conditions.

Que peuvent-ils donc faire maintenant ? Ils ont tout donné à l'impérialisme français : garanti ses intérêts, laissé la Cochinchine sous son contrôle, accepté l'envoi de troupes sur tout le territoire. Leur refus de s'humilier encore à Fontainebleau ne sert qu'à conserver des lambeaux de prestige : ils capitulent, ils ne peuvent faire autrement. Ils payent et font payer au peuple vietnamien les conséquences de leur politique opportuniste. Seul un tournant vers les masses exploitées d'Indochine, une politique de lutte de classes inconciliable avec la phraseologie du « Front national », pourraient préparer la prochaine étape dans de meilleures conditions.

## Les travailleurs français ont le devoir de soutenir le Viet Nam

Mais l'action de la classe ouvrière française peut dégager son

alliée, la classe travailleuse d'Indochine, de l'emprise du colonialisme. L'une des raisons de la démolition de la révolution indochinoise est l'isolement dans lequel elle est restée. Les travailleurs français qui, par la faute de leurs dirigeants, n'ont pas soutenu à temps la révolution indochinoise, doivent maintenant, dans leurs syndicats, dans leurs partis, partout où cela peut être possible, exiger :

1° Le référendum immédiat en Cochinchine pour le rattachement de la Cochinchine au Viet Nam ;

2° Le contrôle de ce référendum par le gouvernement Viet Minh, les organisations ouvrières indochinoises et la Fédération mondiale des syndicats ;

3° L'évacuation des troupes impérialistes françaises d'Indochine (dont, par ailleurs, 40 % sont composées de soldats allemands, la plupart ex-Waffen SS) ;

4° La reconnaissance de l'indépendance totale et sans conditions de la République du Viet Nam.

R. DASSAC.

# 18 MILLIARDS pour les NAPHTALINARDS

PEU à peu le voile se déchire et le scandale de l'armée apparaît dans toute sa nudité.

Michalet, ministre des Armées, à la commission de la Défense nationale, a révélé que les crédits militaires votés par l'Assemblée nationale constituante seront largement dépassés.

On peut aujourd'hui toucher du doigt ce que nous avons expliqué de multiples fois :

1° Les usines d'armement contiennent de produire essentiellement du matériel de guerre ;

2° Le gonflement des effectifs s'ac-

centue. Il est supérieur de 120.000 unités au chiffre prévu. 24.000 soldats sont en excédent dans les colonies dont 20.000 en Indochine ;

3° L'armée devient de plus en plus une armée de métier prête demain à se transformer en armée de coup d'Etat. Les cadres F.T.P. et F.F.I. ont été éliminés par la plupart. Les colporteurs de peur et les naphthalinards



ont repris leur place. Peu à peu une discipline de fer est établie. Et pendant que les pauvres trouillons ont le strict minimum, messieurs les officiers roulent carrosse et se gouvernent.

La bourgeoisie, pas à pas, essaye de reconstituer une armée forte qu'elle emploiera non seulement contre le peuple indochinois et les travailleurs allemands, mais aussi de lutte contre les travailleurs français.

Le 1<sup>er</sup> août, puis le 6 août, Pierre Villon dans l'Humanité amène avec justice raison l'opinion publique. « 18 milliards de dépenses supplémentaires. Sur 530.000 hommes, il y a 447.000 soldats et cadres de métier. Les effectifs de l'armée de terre sont dépassés de 120.000 hommes », écrit-il. Mardi dernier, la S.F.I.O. est à son tour intervenue dans la discussion par la voix de Pierre Villon.

L'Aube, le journal des Jésuites et des panais de sacristie, a répondu en prenant comme il se doit la défense de son ministre, ce brave M. Michalet, qui protège si bien les intérêts des gros actionnaires de la Banque d'Indochine et des colons algériens.

## Michalet s'explique

Contraint de donner des explications sur l'augmentation des crédits, Michalet a employé de tels arguments qu'il est à peine besoin de s'y arrêter : il n'avait pas assez de bateaux pour rapatrier les troupes coloniales et renvoyer chez eux les soldats algériens qui attendent depuis des mois leur démobilisation ; les jeunes de la classe 1946 ont répondu en plus grand nombre aux chiffres prévus.

Les dirigeants stalinistes et réformistes, de leur côté, ont cherché les causes et les remèdes au scandale grandissant de l'armée.

Pierre Villon, dans l'Humanité, écrit : « La cause véritable des dépassements d'effectifs n'est pas l'incapacité de surmonter les difficultés de départs, mais la volonté de gagner du temps dans l'espoir qu'un rapport de force plus favorable à la réaction permettra la constitution de l'armée de métier. » Voilà qui est très juste et nous ne pouvons que féliciter P. Villon de sa clairvoyance.

Mais il continue : « Après 1918, la France a occupé la Rhénanie et la Ruhr en partie avec des unités d'infanterie, et les Allemands avaient parmi les troupes d'occupation bon nombre de jeunes recrues. Il est donc possible d'utiliser des troupes à l'instruction pour l'occupation de l'Allemagne. » Ainsi Pierre Villon et son parti, le P.C.F., justifient et approuvent la politique des d'Argenteuil et des Béthouard ; ils demandent simplement qu'on envoie les jeunes professionnels plus grand nombre rejoindre les 70.000 soldats qui assainissent les travailleurs indochinois et les troupes qui réduisent les travailleurs allemands à la portion congrue.

Pour Pierre Métyer, chanteur de la S.F.I.O., le problème est très simple : « On manque de prévoyance et d'énergie... Les états-majors sont trop mous, c'est pour cela qu'ils n'appréhendent pas les décisions parlementaires. » On doit bien régler dans les cercles militaires lorsqu'on lit de telles idioties.

La voie choisie par les Pierre Villon et les Pierre Métyer n'empêchera jamais que l'armée devienne de plus en plus le bastion de la réaction.

G. MARTIN.



1945. — Produire et bloquer les salaires.  
1946. — 18 % ? Nous sommes satisfaits.  
Benoît est toujours content !



Piquets de grève : ils ont choisi la bonne méthode

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Le pain à 14 fr. 80 ; le beurre à 235 fr. le kg.

FRACHON - JOUHAUX DÉCRÈTENT LA PAUSE...

# NON ! LA BATAILLE DES SALAIRES n'est pas terminée

## L'ÉCHELLE MOBILE ET LE CONTROLE OUVRIER SUR LES PRIX PEUVENT SEULS GARANTIR LE POUVOIR D'ACHAT

## LES POSTIERS MONTRENT que LA GRÈVE EST EFFICACE

## EN CONSTITUANT DES COMITÉS DE GRÈVE DÉMOCRATIQUEMENT ÉLUS

on peut mettre hors d'état de nuire les briseurs de grèves

La bataille des salaires est terminée. C'est du moins ce qu'a affirmé le Comité Confédéral National qui a décrété la pause. Frachon, Raynaud, Jouhaux, la même satisfaction, ont déclaré : « La bataille qui vient de se terminer se solde par un important succès. Et, pour être plus clairs, nos leaders syndicaux ont donné quelques chiffres : les salaires ouvriers ont été relevés de 35 % à la base, de 32 % en moyenne et de 17,3 % au sommet.

## Des comptes d'apothicaires

Ces chiffres sont-ils exacts ? Il n'y a pas un « prolo » qui répondra qui, car il sait que la majoration n'est pas calculée sur les salaires réellement touchés, mais sur les chiffres du Journal Officiel, dépassés depuis longtemps dans la réalité. Ainsi, chez Morane-Saulnier, le manoeuvre de force qui gagne actuellement 32 fr., devrait toucher... 29,70 et l'O. S. 32,70 au lieu des 36,70 qu'il gagne déjà. Heureusement que les avantages acquis restent acquis.

## Tout augmente

Cette première mise au point mentionnée, insuffisante, mais tout de même réelle — particulièrement chez les postiers et les cheminots — a entraîné une augmentation du pouvoir d'achat. Pour le manoeuvre, l'ouvrier, l'employé, c'était là toute la question. Quel avantage, que le patron allonge 1.500 fr. de plus à la fin du mois, s'il faut sortir 3.000 fr. de plus du porte-monnaie pour acheter la même chose. Or l'expérience est faite. La revalorisation, avant d'être touchée, a été mangée par l'augmentation de 80 fr. au kilo, le fromage de 20% ; les loyers de 30 %. Demain, ce sera le pain, le gaz, l'électricité, les transports. Il y a bien quelque baisse sur les légumes et la viande — chacun ne peut que s'en féliciter — mais seront-elles durables...

## La bataille des salaires reste à gagner

Preuve en main, il est facile de voir que la bataille des salaires n'est pas gagnée. Mais, nous dirait-on, le C.C.N. est parti en guerre contre la hausse des prix.

Drôle de guerre ! En effet, dans les marchés, chez les petits commerçants et chez les petits industriels, les commissions d'assainis-

## Retrouvez vos manches !

Les Frachon et les Jouhaux, trouvant qu'ils ont bien travaillé, se tournent maintenant vers la classe ouvrière : « Fin de rigoler, disent-ils, maintenant, il faut se remettre sérieusement au travail et produire. Retrouvez vos manches et vous revaloriserez encore vos salaires... personne ne vous empêche de crever les plafonds. Assez de grèves et d'arrêt du travail. Il faut savoir faire la pause ».

Un son de cloche qui n'est pas nouveau, rappelés-nous 1938 et les tristes conséquences de la pause.

## Un commencement

Mais les postiers ne l'ont pas entendu de cette oreille. Lorsqu'ils ont vu que le gouvernement UNAMICHÈTE les augmentations de prix.

# UNE ENQUÊTE SUR L'ÉCHELLE MOBILE dans la chapellerie

C'est la période des vacances. Après avoir cherché pendant longtemps dans les bureaux de la Bourse, je réussis tout de même à joindre un responsable syndical. Mais le secrétaire du syndicat de la chapellerie n'étant pas là, c'est son adjoint que j'interroge. Il est d'ailleurs un peu réticent ; c'est une vieille expérience qu'il rappelle et puis, ainsi que je l'apprendrai plus tard, la Fédération est contre l'échelle mobile.

« C'est la mort-saison en ce moment, me dit-il ; en effet, dans notre corporation, le travail est saisonnier, et maintenant les fabricants marchent au ralenti. Les magasins ont fait leur plein au début de l'été. » La majeure partie du personnel est en vacances. Ce qui explique la difficulté que vous avez eue pour nous trouver.



## C'était en 1928...

« Mais vous voulez que je vous parle de l'échelle mobile. C'est en 1928 que nous avons réussi à l'imposer. »

## La lutte a-t-elle été dure ?

« Bien sûr, l'échelle, à cette époque, dans la C.G.T., nous étions pour l'échelle mobile parce que c'était le seul moyen de nous assurer un salaire en rapport avec le coût de la vie. La lutte a été longue. Les patrons ne voulaient pas céder. Mais nous avons bagarré avec ténacité, et enfin, en 1928, nous avons réussi à l'obtenir. »

## Comment a-t-elle été appliquée ?

« Dans notre corporation, voyez-vous, c'est le travail au pièces qui domine. Lorsque les indices montent qu'il y a eu une élévation du coût de la vie, on évalue automatiquement d'autant de points le tarif des pièces. Le calcul des indices était fait en accord avec le ministère du Travail. »

## A-t-elle été appliquée à l'ensemble de la corporation ?

« Non, justement, il faut faire une différence dans notre métier, entre la chapellerie, où l'échelle a été appliquée, et les casquettiers, qui comprennent : le chapeau piqué, la casquette, et aussi, à part, le chapeau pour homme. Donc, dans la chapellerie proprement dite, elle a été appliquée très longtemps et a donné satisfaction aux ouvriers. »

## Et maintenant ?

« Notre syndicat n'a pas encore pris position. Nous devons avoir une réunion importante dans un mois. La revalorisation des salaires et les conventions collectives y seront discutées. » La question de l'échelle mobile y sera posée. Comme on le voit, les chapelliers n'oublient pas leurs expériences d'avant guerre. Dans la période présente, où règne l'instabilité des prix et la hausse constante du coût de la vie, les travailleurs reviennent à poser, comme principale revendication pour défendre leur pouvoir d'achat, l'échelle mobile des salaires.

# On déballe les dossiers de l'épuration

Le lampiste ne peut pas dire qu'il jouait le double jeu. Personne ne prendrait au sérieux.

Mais Bussière qui organise la répression sous l'occupation ; Flaudin, ministre de Pétain ; Lagardelle, le promoteur de la charte du travail et toute la bande pourrie de Pétain, et le ministre Pétain lui-même, ont par là-même, malgré tout, des résistants.

Quand eux ils parlent de double jeu on les prend au sérieux. La bourgeoisie protège ses valets. Les patrons antisociaux, qui ont organisé la traite des blancs ou qui ont dénoncé les militants ouvriers et les ont livrés à la Gestapo, sont toujours à la tête de leur industrie. Le petit nombre qui a trinqué, n'a occupé que le minimum. Berliet s'en tire avec... cinq ans dans une clinique.

Il y a aussi les magistrats. Mais ils faisaient, eux aussi, de la résistance. De la « résistance active ». Lorsqu'ils envoyaient les travailleurs à Dachau ou à Buchenwald c'était, paraît-il, pour les sauver de la peine de mort !

Et cette misérable comédie continue depuis deux ans. Désarmés, les tribunaux populaires détruits, les ouvriers serrent les poings. La Justice bourgeoise a repris tous ses droits... Les grands partis politiques commencent à s'arracher la clientèle électorale. C'est le moment de déballer à la Constituante les dossiers de l'épuration.

Puis ce fut Yves Peron, député communiste, qui leva le voile à son tour : « Le directeur du cabinet des Gardes des Sceaux, déclarai-je, qui était substitué général en 1943 est maintenant chargé d'examiner les dossiers du Majestic à Berlin ! Le directeur du personnel du ministère de la Justice a été juge d'instruction sous l'occupation et a fait fuir cinq résistants ! Et ainsi de suite... » Après ces grandes révélations, Teigen, le rédempteur des collaborateurs, arrive et déballe à son tour ses dossiers.

Clair comme de l'eau de roche, il démontre... que l'épuration a été bien faite ! Et Teigen s'exclame : « Vous avez, dit-il, en réponse aux communistes, participé aux commissions d'épuration. Vous auriez dû faire des propositions à ce moment-là au lieu de venir tempêter aujourd'hui. »

L'argument a porté. Tout rentre dans l'ordre. Jacques Duclos lit l'ordre du jour de l'Assemblée nationale constituante fait confiance au gouvernement pour continuer à poursuivre avec vigueur, conformément aux lois de la République, les collaborateurs de l'ennemi et pour requérir contre eux les châtiements sévères correspondant à leurs crimes. » Après quoi l'Assemblée vote le texte à l'unanimité mais quelques abstentions et passe à l'ordre du jour.

La discussion pour l'épuration ? C'était pour rien...

Louis MARCHAND.

# TERREUR EN EGYPTE

Le gouvernement de Sedky Pacha, procédé actuellement en Egypte, à une répression des plus sauvages.

Plus de 200 personnes ont été arrêtées et sont inculpées de complot contre la sécurité de l'Etat. Le gouvernement égyptien a interdit à tout journal ou publication de publier toute information relative à cette affaire.

Parmi les accusés se trouvent plusieurs journalistes de valeur : Mohamed Mandour, Zaki Abdel Kader, Salama Moussa ; deux peintres : A. Angelopoulos et Ramses Youmane ; des avocats : Moustafa Kamel Mounib et Roucho, Salah, directeur des « Editions Masses », Houfallah Soliman, qui publia, en 1942, le « Contre-projet de Riom », ouvrage antifasciste, des étudiants, des militantes féministes.

Toutes les personnes arrêtées sont menacées de très longues peines de prison. Seule une publicité à l'étranger et des campagnes contre ces mesures de répression peuvent empêcher le gouvernement égyptien d'aller jusqu'au bout de ses intentions. Il y avait déjà une loi sévère punissant quiconque faisait grève ou appelait d'autres à faire grève, ou quiconque était membre d'une organisation ouvrière ou de gauche. Un nouveau projet de loi vient d'être envoyé au Parlement, qui renforce les dispositions répressives.

La classe ouvrière égyptienne s'est renforcée au cours de cette guerre. Contre elle et contre la menace qu'elle fait courir à la bourgeoisie nationale et à l'impérialisme anglais, le gouvernement réactionnaire égyptien frappe en procédant à de multiples arrestations.

Il est indispensable que de partout s'élevât de véhéments protestations.

# EDITORIAL

## OU SONT LES DIVISEURS ?

UNE polémique d'allure doctrinale, mais dont le fond est fort simple, s'est engagée entre Léon Blum et Frachon en marge de la récente grève générale des postiers.

Le chef du P.S. écrit dans le Populaire que la grève a été une « insurrection intérieure » au sein de la Fédération postale. Il en voit la cause dans l'atteinte portée à l'autonomie syndicale par la mainmise stalinienne. En conclusion, Blum réclame le retour à l'autonomie syndicale.

Il est assez piquant de voir le leader socialiste se dénigrer en champion de l'autonomie syndicale.

## par Jean MARCOUX

En réalité, ce que Blum entend par autonomie, c'est la reprise en main de la C.G.T. par Jouhaux et les Jouhauxistes.

Quelle « autonomie » Jouhaux a-t-il assuré au mouvement syndical au temps de son règne à la C.G.T. ?

Lié politiquement à Blum, lié à la bourgeoisie par la collaboration de classes, Jouhaux ramena, en fait, l'« autonomie » à l'inféodation des syndicats à la bourgeoisie.

FRACHON répond à Blum dans l'Humanité que la récente grève générale des postiers n'a été qu'une entreprise « des ennemis de la classe ouvrière », une « resucée des provocations à la Dumoulin et Belin ».

Ainsi, c'est toujours la même chose. On calomnie, on falsifie, on amalgame les grévistes aux provocateurs fascistes Dumoulin et Belin.

Le leader stalinien de la C.G.T. continue : « Cette grève indisciplinée (1) est une tentative de la réaction d'introduire la division dans les rangs ouvriers. »

Et Frachon conclut en se posant en champion de la classe ouvrière.

De quelle unité s'agit-il ? Sur quel programme doit se faire cette unité ?

Tous les travailleurs ont à cœur l'unité de la classe ouvrière. Et depuis toujours les révolutionnaires ont été les champions de l'unité ; MAIS ILS NE L'ONT JAMAIS SEPARÉE DE LA QUESTION DU PROGRAMME.

Les dirigeants stalinistes nous ont montré comment ils entendent réaliser, dans les faits, l'unité ouvrière. Le fameux Parti ouvrier français n'est que la fusion du réformisme et du stalinisme sur la base pourrie du républicanisme radical. Une « resucée », comme dirait Frachon, des tirades de Gambetta et de Combes. Un programme

qui n'a rien à faire avec Marx et Lénine.

Sur le terrain syndical, le parent de l'unité sert aux bureaucrates à briser toute tentative révolutionnaire des masses.

En somme, Frachon entend sous le terme « unité », la soumission de la classe ouvrière aux ordres des bureaucrates stalinistes. Leur seule politique, c'est de scinder les combinaisons gouvernementales et les intérêts électoraux de Thorez et de Duclos. Tous ensemble, valets de la bureaucratie soviétique, ils utilisent la classe ouvrière comme un tremplin pour affermir leur position au sein de l'Etat bourgeois.

Prêcher l'obéissance aveugle aux chefs, même lorsque ceux-ci se transforment en jaunes et se dressent sauvagement contre une grève générale qui leur semble inopportune, c'est agir en bureaucrate qui se moque éperdument des revendications réelles de la classe ouvrière.

La véritable unité de la classe ouvrière se forge dans le feu de l'action contre la bourgeoisie.

En présence d'une telle action, Blum n'entend jamais la pousser jusqu'au bout contre les capitalistes et leur Etat, comme celle des postiers, par exemple. Au contraire, il s'efforce de la briser — comme en 1936 — afin d'enchaîner les masses laborieuses au char de la bourgeoisie.

Ainsi, Blum agit en scissionniste et en diviseur de la classe ouvrière en lutte contre le patronat. Il trahit au moment où il faut combattre.

De son côté, Frachon n'entend pas non plus soutenir l'unité réelle qui se crée dans le combat ; il brise la lutte au moment où le débordement des intérêts des bureaucrates stalinistes.

Dans ce sens, il n'est, lui aussi, qu'un diviseur de la classe ouvrière.

INTERET bienveillant que Blum porte aux postiers en grève n'est qu'une manœuvre de circonstance dont le mobile n'est pas l'intérêt de la classe ouvrière, mais un intérêt de « boutique ».

Les bruyantes protestations de l'unité de Frachon ne sont qu'une piètre manœuvre pour masquer le rôle de briseurs de grève joué par les bureaucrates stalinistes.

Sur le terrain syndical comme sur le terrain politique, la classe ouvrière ne pourra assurer sa véritable unité qu'en se débarrassant des uns comme des autres.

Il y a six ans en Août 1940 paraissait le 1er N° clandestin de

LA VERITE



Des dizaines de milliers de travailleurs lisent aujourd'hui LA VERITE Des centaines de milliers feront d'elle demain, le grand journal du peuple travailleur de France.

Contre la déportation 1943



La Verité est à la pointe de la lutte contre la déportation. Staline dissout la IIIe Internationale. La Verité, organe français de la IVe Internationale.

La grève générale 1944



Seule la Verité dénonce publiquement le ravitaillement en pétrole de Hitler par les capitalistes des U.S.A., fait qui montre toute la duplicité de la guerre impérialiste.

Une légalité attendue 1945



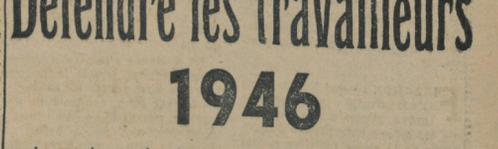
La Verité lutte pour un gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T., pour la rupture de la coalition des partis ouvriers avec les agents des trusts.

OUI NON 1946



Le premier numéro de la Verité légale paraît le 19 avril 1946 (numéro 119). Organe de défense des travailleurs, elle mène un combat acharné pour l'échelle mobile, pour le contrôle ouvrier sur la production et les prix.

Défendre les travailleurs 1946



Fidèle à son passé, la Verité restera à la pointe de la lutte pour la défense des travailleurs, pour le renversement du régime capitaliste, pour la construction du socialisme.



Le 31 août 1940, les partisans de notre mouvement, avec Marcel Hic et Yvan Craipeau en tête, lançaient le premier numéro de « LA VERITE » clandestine. Ils reprirent ainsi le titre du premier journal communiste internationaliste publié en 1929 par l'opposition de gauche (noyau initial de notre P.C.I.) et dont le nom s'identifia en France avec toute l'histoire du mouvement bolchevik-léniniste.

En août 1940, il n'y avait en France que deux publications clandestines : l'« HUMANITE » et « LA VERITE ». Mais seule « LA VERITE » attaque en même temps Hitler et Pétain, l'« HUMANITE » se borne à dénoncer le gouvernement de Vichy mais ne souffle mot sur les occupants.

Pendant quatre ans, sans relâche, « LA VERITE » a été à la pointe du combat contre le sinistre régime de Vichy et contre l'occupant nazi. Des centaines de camarades ont donné leur vie pour le communisme internationaliste, pour « LA VERITE ».

En ce sixième anniversaire notre pensée se tourne vers notre camarade Marcel Hic, secrétaire général du Parti et rédacteur en chef de « LA VERITE », mort en déportation.



1940: le 1er journal antihitlérien

L'HISTOIRE de la « Verité », pendant les années d'occupation, a été faite de joies mais aussi de mille peines. Il a fallu travailler dans les pires conditions, traqués par la police, avec de faibles ressources, dans des locaux souvent mal aménagés, car le parti ne recevait pas de subsides ni d'Angleterre ni de la Résistance bien en place.

Le danger est le même, aussi bien pour celui qui rédige les articles, que pour celui qui compose mot à mot, celui qui achète l'encre et le matériel d'imprimerie, celui qui transporte les paquets, ou celui encore qui colle la nuit dans les banlieues ouvrières.

La répression ne les épargne pas. Combien ont souffert seuls des mois durant dans les cellules, combien ont été torturés, combien sont morts... Henri Souzin, un jeune gars du bâtiment, responsable de la Fédération clandestine du Bâtiment, qui de Drancy écrivait avant de partir pour Auschwitz: « Je pars plein de courage, certain que l'idéal qui nous anime vaincra ».

Lubra et Joffe, vous ne les avez pas oubliés vous les Ajustés ! Et Marcel Hic aussi, premier rédacteur en chef de la « Verité », un véritable dirigeant révolutionnaire, théoricien émérite, toujours sur la brèche, mort à Dora.

Mais, racontons l'histoire, car c'est celle de l'avant-garde révolutionnaire luttant dans les pires conditions pour continuer la tradition marxiste, et faire triompher la Révolution prolétarienne.

JUIN 1940. Les troupes allemandes pénètrent à Paris... Le tragique exode se déroule sur toutes les routes de France. Un certain nombre de camarades avec Craipeau et Lamarc se retrouvent à Nantes. Mais ils ne sont pas partis les mains vides. Ils ont emmené une Ronéo. Ils tirent les premiers tracts appelant les

ouvriers et les soldats à prendre leur sort entre leurs mains et à constituer leurs comités. Au début du mois d'août le regroupement a lieu à Paris. Ceux qui ont été emprisonnés par Daladier, tel Beaufreire, reviennent aussi.

Le 30 août 1940, dans un local de fortune, sur une mauvaise béane, le N° 1 de la « Verité » paraît. Ce sera le premier numéro de toute une longue série ininterrompue. Il porte en manchette : « NI PETAIN, NI HITLER, GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN ! »

En deuxième page un article consacré à la mort de Léon Trotsky qui vient d'être assassiné. En troisième page : « M. Belin enterrera-t-il la C.G.T. ? » Dans cet article on peut lire déjà : « Belin s'acharne à détruire ce qui reste de la C.G.T... »

Et la « Verité » continue de paraître régulièrement. En 1941 la répression s'abat sur nous. André Lebacher, ouvrier métallurgiste, qui devait être fusillé par la Gestapo, et Albert Bordes, les premiers imprimeurs de la « Verité », sont arrêtés.

Depuis des mois les camarades cherchent une imprimerie, on ne peut plus travailler sur la modeste Ronéo. On en trouve enfin une. C'est dans la cave d'une maison de la région de Saint-Germain-en-Laye qu'on l'installe. Il faut travailler des jours et des jours pour la mettre en place, et que d'heures de travail pour

composer chaque numéro. Le 1er novembre 1941, la « Verité », « organe central des Comités français pour la IVe Internationale », titre : « IL FAUT SAUVER L'ETAT OUVRIER : L'U.R.S.S. » Dans un autre article : « 100 militants qu'il faudra venger », le rédacteur conclut, rappelant la tragique histoire de Paul Colette : « A tous les Paul Colette, à tous ceux que le désespoir risque d'entraîner dans la voie sans issue du terroris-

me, nous faisons appel pour qu'ils viennent rejoindre les rangs de la Révolution. Cent militants sont tombés devant l'ennemi fasciste, il faudra les venger. »

Maintenant la « Verité » sort tous les quinze jours. Nous perfectionnons notre imprimerie, et nous en montons bientôt une seconde, qui servira à éditer la revue « Quatrième Internationale ». Mais, chaque numéro du journal est toujours composé lettre par lettre. Nous arrivons cependant à augmenter peu à peu le tirage. Les paquets de journaux gagnent la province. L'aide des cheminots nous est souvent précieuse, et l'imagination ne manque pas. On trouve toujours mille moyens pour camoufler un paquet. Dans la banlieue parisienne, autour des usines, des collages intensifs et des diffusions à la volée ont lieu. Grâce à notre journal, dans la nuit de l'illégalité, la voix révolutionnaire se fait entendre.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.

1944. Il y a quatre années que la lutte clandestine continue. De nouveaux militants remplacent ceux qui sont tombés. Le 11 août 1944, le N° 71 de la « Verité » clandestine appelle à la grève générale : « VIVE LA GREVE DES CHEMINOTS, GUVRIERS REUNISSEZ-VOUS DANS L'USINE ET ELISEZ VOS DELEGUES. Renforcez les Milices ouvrières et de quartier. ARMEZ-VOUS. Appelez les travailleurs des armées d'occupation à fraterniser. OUVREZ LES PRISONS. Puis c'est la Libération. Mais la « Verité » n'a pas droit à la législation. Pendant des mois et des mois il faudra encore se camoufler.



La Verité œuvre à l'unité de la classe ouvrière dans un vaste front ouvrier.

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

Elle lutte contre le patronat pour les salaires, pour le ravitaillement, pour la défense de l'U.R.S.S. qui, malgré le thermidor démocratique, reste le premier Etat ouvrier. Contre la déportation massive, contre la relève, action de masse. Manifestations à Brest, à Lorient, à Paris (gare de l'Est).

POUR LA PROPORTIONNELLE INTEGRALE

Gardez-nous de nos amis

Par deux fois les adversaires de la proportionnelle ont été mis en échec : d'abord au Conseil national du parti socialiste où la représentation proportionnelle obtenait 2.560 mandats contre 1.450 au scrutin d'arrondissement, ensuite à la Commission de l'Intérieur de la Constituante ; celle-ci se prononçant par 25 voix contre 1 et 5 abstentions pour la proportionnelle avec scrutin de liste. Si, de plus, on prend en considération le fait que le panachage, dont nous disions ici même la semaine dernière qu'il nous paraissait absolument incompatible avec l'esprit d'une proportionnelle véritable, a été, les deux fois, écarté par 280 mandats contre 1.460 d'une part, d'autre part par 22 voix contre 5 et 4 abstentions.



Selon que vous serez... René Henry, charpentier, et Emile Brignone, employé, Comités pas Ce sont des collaborateurs condamnés à mort le 30 juillet. Des crapules de nos jours, et notre intention d'attendre sur leur compte. Mais simplement de faire remarquer qu'il y a d'autres crapules, dont les noms sont plus évocateurs que ceux de Henry, les Raymond, les Dupont et les Durand. Il y a, par exemple, Flaudin, Bussière, Weygand, Lehoucq, Lagardelle, et même... un certain Pétain. Mais ces noms-là, ils ne figurent jamais sur les listes de condamnés à mort.

Mais un type qui est charpentier, vous vous vendez compte qu'il peut être utile au double jeu. Qu'ils aient donc, une fois pour toutes, ces sinistres incohérents, que le bénéfice du « double jeu » ait pas grand-chose de

ne peut être accordé qu'à partir de grade de ministre, néant, préfet de police, diplomates, chefs d'industrie, financiers (certains), et non peut être tenu compte des liens de parenté. A priori, nous disons et c'est d'état bénéficiaire d'une immunité absolue.

Chiappe n'est pas mort... C'est une information sensationnelle qui nous est donnée dans l'ordre du jour de la Constituante. Il s'agit d'un article consacré au « Centenaire d'un grand chef de police : Louis Lépine ». E. Buré écrit : « La liste, boulevard du Palais, une tradition que gardent fidèlement des hommes comme les frères Guichard aujourd'hui encore collaborateurs intimes de Chiappe. » Vous avez bien lu : aujourd'hui encore. On s'en doute, nous autres, qu'il n'y a pas grand-chose de

Leur cérémonie passent avant la croûte. Lundi 29 juillet, M. Gosnat, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, est venu à l'Assemblée de Brest... pour poser un rictus sur un visage en construction. Il faut bien qu'il s'occupe, cet homme. Pour cet événement, il y a eu un arrêt de travail de deux heures dans tous les ateliers.

verons à redire. Au point où il en est, l'Etat ne ruinerait pas davantage... surtout quand on connaît les analyses de fausseté de Buré ? A moins que M. qui donne aux gars de l'Intérieur. Cependant, il y a quelque chose qui nous chiffonne. Au cours de sa visite, le sous-secrétaire d'Etat a vu des représentants des syndicats. Comment se fait-il que ces derniers ne soient pas allés pour avoir fait perdre deux préséances heures de travail à près de 6.000 ouvriers ? Il n'y a pas et longtemps, l'arsenal fit une heure de grève. Il fallait voir ce meeting le représentant de l'Union locale se lamentant. « C'est malheureux que nous soyons obligés d'arrêter le travail », etc. Ce qui est malheureux, à mon avis, c'est qu'un responsable syndical ait pu se permettre de faire perdre à un rictus qu'un ouvrier.

LA VIE DU PARTI

REGION DU NORD. — Une première assemblée générale constitutive de la région du Nord du P.C.I. s'est tenue à Lille le 4 août. Toutes nos cellules y étaient représentées, sauf Douai excusé et Roubaix-Tourcoing non informé.

Après un exposé d'ensemble sur la situation du parti dans la région, les camarades de chaque cellule donnèrent un aperçu du travail effectué et des possibilités de leurs cellules respectives. Les interventions soulignèrent plus particulièrement nos perspectives de développement ainsi que la nécessité d'accroître l'agitation et le recrutement. Les questions d'organisation intérieure furent réglées et quelques préparatifs furent pris en vue d'une prochaine campagne électorale.

Une série de réunions publiques fut décidée pour la fin d'août dans le Douais, ainsi qu'à Lille et Estaires des réunions de sympathisants ont été également prévues. Meetings et réunions de sympathisants s'inscrivent dans le cadre d'une campagne pour augmenter largement nos effectifs.

La vente à la criée de « La Verité » fut envisagée ; les anciens secteurs de vente furent réorganisés et des dispositions furent prises pour démarrer la vente dans de nouvelles localités, notamment Arras, Douai, Roubaix et Tourcoing. L'assemblée adopte des dispositions relatives à l'éducation des militants (école, cours, etc.).

Pour assurer la direction du travail dans toute la région, aussi bien du point de vue politique que du point de vue d'organisation et pour trouver les moyens financiers nécessaires, l'assemblée a procédé à l'élection d'un comité régional et d'un bureau régional.

Cette assemblée constitutive de la région du Nord sera certainement le point de départ d'un développement de la IVe Internationale dans cette importante région industrielle.

VALENCE. — La cellule est constituée avec un plan de travail. Saint-Jean-du-Gard, comprenant surtout d'anciens membres du P.C.F. Bonnes perspectives de développement, notamment parmi les paysans travailleurs. Nous espérons que la parti sera bientôt organisé ou réorganisé à Nîmes, Alès, La Grande-Combe.

STRASBOURG. — La cellule organisée une réunion de sympathisants lors des fêtes du 15 août.

REGION DES BOUCHES-DU-RHON. — La région se développe et a vu à Marseille et dans de nombreuses villes du Midi le nombre des militants et sympathisants en constante croissance.

Pour toute la région de Marseille-Aix-Toulon, écrite à Toulon, 3, avenue Coint-Louis, Marseille.

Note du secrétariat. — Le camarade Marcel R., d'Audierne, est prié d'envoyer son adresse au parti, pour expédition des brochures qu'il a demandées.

MUSTAPHA BEN MOHAMED. — Nous prions les camarades de Nice (Eoblan) et de Poitiers, de bien vouloir nous envoyer leur adresse.



